

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre clos le 31 mars 2021 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre de 2021 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2020, nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2020.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 20 avril 2021 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « premier trimestre » désignent la période de trois mois close le 31 mars 2021, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2020 ou au 31 décembre 2020, selon le cas. Les mentions de « la COVID-19 » renvoient à la pandémie de la maladie à coronavirus et aux répercussions de celle-ci observées dans les territoires où nous exerçons nos activités ou dans le monde entier, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2021 Rogers Communications.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de médias, notamment dans les domaines du sport et du divertissement, de la télédiffusion, de la radiodiffusion, des chaînes spécialisées, des multiplateformes d'achat et du numérique.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

2	Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	26	Engagements et obligations contractuelles
5	Faits saillants financiers trimestriels	26	Évolution de la réglementation
6	Transaction visant Shaw	27	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
7	Sommaire des résultats financiers consolidés	31	Estimations et méthodes comptables critiques
8	Résultats de nos secteurs à présenter	33	Indicateurs clés de performance
14	Revue de la performance consolidée	34	Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
16	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	38	Autres renseignements
20	Survol de l'état de la situation financière	40	À propos des énoncés prospectifs
21	Situation financière		
23	Gestion des risques financiers		

Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La COVID-19 continue d'avoir des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier, car une troisième vague affecte le Canada et d'autres pays. Au premier trimestre de 2021, tandis que les restrictions imposées par les autorités de santé publique à la fin de 2020 étaient partiellement et temporairement levées au pays, protéger nos employés et garder nos clients connectés est resté notre priorité. Alors que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrions surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-après.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons amélioré de 5 points le taux d'attrition des services postpayés, qui s'est chiffré à 0,88 %.

- Nous avons lancé Mobilité Avantage^{MC} et Sécurité Avantage^{MC}, des solutions de classe Affaires offertes par Rogers Service Affaires^{MC} pour soutenir les PME canadiennes grâce à une connectivité fiable et une sécurité des réseaux.
- Nous avons continué d'accélérer notre plan de numérisation visant simplifier la tâche à nos clients. L'utilisation des assistants virtuels a d'ailleurs augmenté de 89 % par rapport à l'an dernier.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance, de fiabilité et de couverture

- Nous avons annoncé la conclusion d'une entente, la plus importante du genre au Canada, avec le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario et les administrations locales de l'est de l'Ontario pour offrir plus de choix et augmenter la couverture de nos services sans fil 5G dans l'est de l'Ontario, en investissant plus de 300 millions de dollars pour moderniser ou construire plus de 600 pylônes hertziens d'ici la fin de 2025.
- Nous avons élargi notre réseau 5G - le plus vaste et le plus fiable au Canada - pour qu'il atteigne 10 villes de plus, et nous desservons maintenant 173 marchés au Canada; nous avons annoncé un projet de ville intelligente avec Communitex pour développer des solutions 5G applicables au transport de l'avenir.
- Nous avons été désignés comme le réseau 5G le plus fiable au Canada par umlaut et obtenu les meilleurs résultats pour le réseau 5G le plus solide et la fiabilité la plus élevée sur les appareils pouvant prendre en charge la technologie 5G au quatrième trimestre de 2020.
- Nous nous sommes engagés à mettre la connectivité 5G, au moyen d'une solution novatrice, à la disposition de 480 résidences de Holland Marsh, en Ontario, en partenariat avec le CENGN (Centre of Excellence in Next Generation Networks) et le gouvernement de l'Ontario, pour soutenir les progrès de la technologie agricole.
- Nous avons annoncé l'expansion prochaine de notre réseau sans fil en Colombie-Britannique, y compris le réseau 5G, afin d'offrir une connectivité fiable le long de l'autoroute 14 et de l'autoroute 16 (la « route des larmes »). La construction de nouveaux pylônes hertziens le long de l'autoroute 16 assurera une connectivité fiable aux habitants, aux travailleurs et aux voyageurs qui empruntent cette route essentielle. Notre réseau offrira une couverture continue sur l'ensemble du tronçon de 720 km de cette route du Nord.
- Pour le troisième trimestre d'affilée, notre réseau a été désigné comme le réseau sans fil national et à large bande le plus constant au Canada par Ookla, chef de file mondial en évaluation de réseaux à large bande et mobiles. Notre réseau à large bande a également obtenu le meilleur résultat en matière de vitesse en Ontario et au Nouveau-Brunswick, et nous avons enregistré le meilleur résultat quant au temps passé sur le réseau 5 G.
- Nous avons noué un partenariat avec le groupe Métis Nation British Columbia pour offrir une connectivité sans fil, des services et un soutien spécialisé à plus de 340 entreprises et collectivités métisses de la Colombie-Britannique.

Générer une croissance dans chacun de nos secteurs d'activité

- Nous offrons un accès exclusif dans le Canada anglais à plus de 300 émissions de la LNH^{MD} de la saison actuelle dans un horaire condensé de 17 semaines sur les plateformes de télévision et de diffusion Sportsnet, dont 140 matchs entre deux équipes canadiennes sur le réseau de radio Sportsnet^{MC}. Au milieu de la saison, l'auditoire de *Wednesday Night Hockey* avait augmenté de 56 % par rapport à l'année précédente, celui de l'émission du samedi *Hockey Night in Canada*^{MC} avait augmenté de 6 % et celui des matchs de fin de soirée, de 27 %.
- Nous sommes les premiers à offrir une solution gérée de réseau privé sans fil partout au Canada, par l'entremise de Rogers Service Affaires, qui permet aux grandes entreprises de mettre en place leur propre réseau sans fil et de protéger leurs données sensibles, de connecter les appareils de manière sécuritaire et de donner la priorité au trafic sur le réseau.
- Nous avons étendu notre programme de paiement Fido afin que les clients des services mobiles puissent obtenir des accessoires à un taux d'intérêt de 0 % sans payer d'acompte ni de taxes à l'avance.

Produire les meilleurs rendements financiers du secteur pour nos actionnaires

- Nous avons attiré 44 000 abonnés nets aux services postpayés de Sans-fil et 14 000 abonnés nets aux services d'accès Internet.
- Nous avons fait progresser le BAIIA ajusté de 4 % et fait augmenter la marge du BAIIA ajusté de 80 points de base.
- Nous avons dégagé des flux de trésorerie disponibles de 394 millions de dollars et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 679 millions de dollars.

- Nous avons versé des dividendes aux actionnaires se chiffrant à 252 millions de dollars et déclaré un dividende trimestriel de 0,50 \$ par action le 20 avril 2021.

Développer le potentiel de nos employés, les motiver et créer une culture inclusive favorisant le rendement élevé

- Nous avons été nommés, par Mediacorp Canada Inc., pour une onzième année d'affilée parmi les meilleurs employeurs au Canada pour les jeunes en 2021 en raison de notre longue tradition en matière d'investissement dans la prochaine génération et de notre engagement à former les leaders de demain.
- Nous avons été nommés, encore par Mediacorp Canada Inc., parmi les meilleurs employeurs pour la diversité au Canada en 2021 pour une neuvième année de suite grâce aux mesures que nous avons prises pour instaurer une culture plus inclusive pour les membres de nos équipes.
- Nous avons continué à concrétiser notre stratégie en matière d'inclusion et de diversité grâce à un dialogue ouvert sur le racisme lors de deux événements organisés par notre conseil de direction pour la communauté noire, Mosaique Rogers et Femmes de couleur de Rogers, ainsi qu'à la célébration du Nouvel An lunaire, du Mois de l'histoire des Noirs et de la Journée internationale des droits des femmes au moyen d'événements et de contenu sur toutes nos plateformes.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale et environnementale dans nos communautés

- Nous avons contribué à combler le fossé numérique en élargissant notre programme d'accès Internet à haute vitesse fiable et abordable « Branché sur le succès^{MC} » aux bénéficiaires des prestations gouvernementales de soutien du revenu et d'invalidité et aux personnes âgées qui reçoivent le Supplément de revenu garanti dans les zones de service de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve.
- Nous avons attribué 42 bourses Ted Rogers à des organismes de partout au Canada qui aident les jeunes à réaliser tout leur potentiel grâce à des programmes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, de l'entrepreneuriat et de l'innovation, du mentorat et du leadership communautaire.
- Nous avons rendu public le nom des cinq organismes – Grands Frères Grandes Sœurs, Blacbiblio.com, Femmes et sport au Canada, Friends of Ruby et Spirit North – qui recevront cette année des services de publicité et de création gratuits dans le cadre du programme d'inclusion et de diversité All IN^{MC} de Rogers Sports et Média.
- Nous avons mis en place un programme de bourses d'études de 60 000 \$, par l'intermédiaire de la télévision OMNI^{MC}, à l'intention des étudiants de niveau postsecondaire de partout au Canada qui poursuivent une carrière dans le journalisme ethnique dans une langue autre que le français ou l'anglais.
- Nous avons lancé la campagne « Monte le son », qui propose des performances virtuelles et suscite des conversations avec des artistes, en utilisant les plateformes de Fido^{MC} pour faire résonner les voix des musiciens canadiens des communautés noire, autochtone, racisée et LGBTQ2S+.
- Nous avons renforcé notre engagement en ce qui a trait aux normes mondiales sur la communication d'informations concernant les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (les « facteurs ESG ») afin d'aider nos gens, nos collectivités et la planète de sorte que l'information qui figurera dans notre rapport sur les facteurs ESG de 2020 qui sera publié plus tard cette année-ci répondra non seulement aux critères de la Global Reporting Initiative, mais également à ceux du Sustainable Accounting Standards Board, du Groupe de travail sur les communications de l'information financière relative aux changements climatiques ainsi qu'aux objectifs de développement durable de l'ONU.

Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

Produits

Le total des produits s'est accru de 2 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une hausse de 5 % des produits tirés des services de Cable.

Les produits tirés des services de Sans-fil ont diminué de 6 % pour le trimestre considéré, sous l'effet principalement de la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant du maintien des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la COVID-19, ainsi que du recul des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données découlant essentiellement de l'adoption progressive de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers^{MC}. Les produits tirés du matériel de Sans-fil ont augmenté par suite de la hausse des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et de la migration vers des appareils à valeur plus élevée.

Les produits de Cable ont augmenté de 5 % pour le trimestre considéré sous l'effet de l'activité promotionnelle ordonnée, des modifications apportées à la tarification des services et de la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan.

Les produits de Media ont augmenté de 7 % au cours du trimestre, ce qui est attribuable surtout à la hausse des produits provenant des événements sportifs et de *Today's Shopping Choice*^{MC}, contrebalancée en partie par la faiblesse du marché de la publicité radiodiffusée imputable à la COVID-19.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a augmenté de 4 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a progressé de 80 points de base.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a reculé de 1 %, surtout en raison du contrecoup de la baisse des produits tirés des services susmentionnée; ce facteur a été compensé en partie par la tendance à faire financer les appareils, ce qui a amélioré la marge dégagée sur les produits tirés du matériel du secteur Sans-fil, et les diverses mesures de réduction des coûts. La marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services s'est donc établie à 63,0 %, soit une hausse de 310 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 8 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la hausse des produits tirés des services mentionnée ci-dessus. La marge s'est établie à 47,7 % pour le trimestre, soit une hausse de 110 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Compte tenu de la saisonnalité des activités du secteur Media, le BAIIA ajusté de ce secteur est négatif, mais il a augmenté de 26 millions de dollars pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la hausse des produits mentionnée ci-dessus.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont progressé de 3 % et de 7 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude grâce à la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par l'accroissement de la charge d'impôt sur le résultat.

Flux de trésorerie et liquidités disponibles

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 679 millions de dollars, en baisse de 29 %, et des flux de trésorerie disponibles de 394 millions de dollars, en baisse de 15 %, par suite d'une augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Au 31 mars 2021, nos liquidités disponibles se chiffraient à 4,0 milliards de dollars, dont 0,8 milliard de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 3,2 milliards de dollars de fonds accessibles au moyen de notre facilité de crédit bancaire et de notre programme de titrisation des créances. Nos titres affichaient des notations de premier ordre.

Nous avons aussi versé aux actionnaires des dividendes de 252 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 20 avril 2021.

Transaction visant Shaw

Le 15 mars 2021, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec Shaw Communications Inc. (« Shaw ») visant l'acquisition de la totalité des actions participatives de catégorie A et des actions participatives sans droit de vote de catégorie B émises et en circulation de Shaw au prix de 40,50 \$ par action en trésorerie, à l'exception des actions détenues par la fiducie entre vifs de la famille Shaw, l'actionnaire majoritaire de Shaw, ainsi que par des personnes liées (les « actionnaires de la famille Shaw »). Les actionnaires de la famille Shaw recevront 60 % de leur contrepartie sous forme d'actions sans droit de vote de catégorie B de Rogers selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de ces actions pour les dix jours de bourse se terminant le 12 mars 2021, et le solde en trésorerie. L'acquisition (la « transaction ») est évaluée à environ 26 milliards de dollars, y compris la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw.

La transaction sera réalisée au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Alberta). Un comité spécial composé d'administrateurs indépendants de Shaw a recommandé à l'unanimité l'acceptation de la transaction, et le conseil d'administration de Shaw a approuvé la transaction à l'unanimité (Bradley Shaw s'étant abstenu de voter) et recommande à l'unanimité que les actionnaires de Shaw (autres que les actionnaires de la famille Shaw) l'approuvent. La transaction doit être approuvée par les actionnaires de Shaw lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 20 mai 2021 (l'« assemblée extraordinaire de Shaw »). De plus, la transaction est assujettie à certaines conditions de clôture, notamment l'approbation du tribunal, ainsi qu'aux approbations pertinentes et à l'expiration de certains délais d'attente en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada), de la *Loi sur la concurrence* (Canada) et de la *Loi sur la radiocommunication* (Canada) (collectivement, les « approbations des principales autorités de réglementation »). Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, la clôture de transaction devrait avoir lieu au premier semestre de 2022.

La société issue du regroupement aura la portée, les actifs et les moyens requis pour investir comme jamais dans les réseaux à large bande sans fil et filaire, pour mettre au point et développer de nouveaux services de télécommunications, et pour offrir un plus grand choix aux consommateurs et aux entreprises d'ici. Dans le cadre de la transaction, la société issue du regroupement investira 2,5 milliards de dollars pour bâtir des réseaux 5G dans l'Ouest canadien au cours des cinq prochaines années. De plus, Rogers s'engage à créer le nouveau Fonds Rogers pour la connectivité rurale et autochtone et à y verser 1 milliard de dollars. Cette initiative visera à offrir un accès à Internet haute vitesse aux communautés rurales, éloignées et autochtones de l'Ouest canadien et à combler plus rapidement l'écart en matière de connectivité dans les régions sous-desservies.

En parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant maximal de 19 milliards de dollars. Il y a lieu de se reporter à la

rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions sur la facilité de crédit consentie.

La transaction présente un certain nombre de risques additionnels. Pour en savoir plus, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mise à jour sur les risques et les incertitudes – Transaction visant Shaw ».

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
Produits			
Sans-fil	2 074	2 077	–
Cable	1 020	973	5
Media	440	412	7
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(46)	–
Produits	3 488	3 416	2
Total des produits tirés des services ¹	3 021	3 049	(1)
BAIIA ajusté ²			
Sans-fil	1 013	1 026	(1)
Cable	487	453	8
Media	(59)	(85)	(31)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(50)	(59)	(15)
BAIIA ajusté ²	1 391	1 335	4
Marge du BAIIA ajusté ²	39,9 %	39,1 %	0,8 pt
Bénéfice net	361	352	3
Bénéfice de base par action	0,71 \$	0,70 \$	1
Bénéfice dilué par action	0,70 \$	0,68 \$	3
Résultat net ajusté ²	394	367	7
Résultat par action de base ajusté ²	0,78 \$	0,73 \$	7
Résultat par action dilué ajusté ²	0,77 \$	0,71 \$	8
Dépenses d'investissement	484	593	(18)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	679	959	(29)
Flux de trésorerie disponibles ²	394	462	(15)

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	1 609	1 712	(6)
Produits tirés du matériel	465	365	27
Produits	2 074	2 077	–
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	466	374	25
Autres charges opérationnelles	595	677	(12)
Charges opérationnelles	1 061	1 051	1
BAlIA ajusté	1 013	1 026	(1)
Marge du BAlIA ajusté sur les produits tirés des services ¹	63,0 %	59,9 %	3,1 pts
Marge du BAlIA ajusté ²	48,8 %	49,4 %	(0,6) pt
Dépenses d'investissement	225	281	(20)

¹ Calculée à l'aide des produits tirés des services.

² Calculée à l'aide des produits totaux.

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation
Services postpayés			
Ajouts bruts d'abonnés	301	257	44
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	44	(6)	50
Total des abonnés aux services postpayés ²	9 727	9 432	295
Attrition (mensuelle)	0,88 %	0,93 %	(0,05) pt
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	106	141	(35)
Réductions nettes d'abonnés	(56)	(66)	10
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 204	1 336	(132)
Attrition (mensuelle)	4,36 %	4,98 %	(0,62) pt
MFMPA mixte (mensuel)	62,13 \$	65,14 \$	(3,01) \$
PMPA mixtes (mensuels)	49,09 \$	52,85 \$	(3,76) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La baisse de 6 % des produits tirés des services et celle de 7 % des PMPA mixtes au cours du trimestre considéré sont toutes deux imputables aux facteurs suivants :

- la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant du maintien des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la COVID-19;
- une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers et de la diminution de l'utilisation des données sans fil du fait que les clients ont passé plus de temps à la maison branchés sur leur réseau Wi-Fi pendant la COVID-19.

La diminution de 5 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude est essentiellement due à une baisse des produits tirés des services d'itinérance et des frais d'utilisation excédentaire, facteur en partie compensé par la tendance des abonnés à faire financer leurs achats d'appareils à valeur plus élevée, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la hausse des ajouts bruts d'abonnés, celle des ajouts nets d'abonnés et l'amélioration de l'attrition au cours du trimestre à l'étude sont toutes attribuables à la qualité des services offerts et à une intensification de l'activité des Canadiens sur le marché.

Produits tirés du matériel

La hausse de 27 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- la hausse des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- une migration vers des appareils à valeur plus élevée.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 25 % du coût du matériel pour le trimestre considéré s'explique par les facteurs ayant influé sur les produits tirés du matériel mentionnés ci-dessus. La tendance des clients à faire financer leurs achats d'appareils s'est traduite par une amélioration de la marge sur les produits tirés du matériel.

Autres charges opérationnelles

La diminution de 12 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude fait suite essentiellement aux éléments suivants :

- la baisse des coûts liés aux services d'itinérance découlant des restrictions imposées aux déplacements en raison de la COVID-19;
- diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

BAIIA ajusté

Le recul de 1 % du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
Produits			
Produits tirés des services	1 018	971	5
Produits tirés du matériel	2	2	–
Produits	1 020	973	5
Charges opérationnelles	533	520	3
BAlIA ajusté	487	453	8
Marge du BAlIA ajusté	47,7 %	46,6 %	1,1 pt
Dépenses d'investissement	212	251	(16)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	14	17	(3)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 612	2 551	61
Télé Élan			
Ajouts nets d'abonnés	58	91	(33)
Nombre total d'abonnés à Télé Élan ²	602	417	185
Foyers branchés ²	4 599	4 500	99
Relations clients			
Ajouts nets d'abonnés	6	2	4
Total des relations clients ²	2 536	2 512	24
PMPC (mensuels)	133,95 \$	128,91 \$	5,04 \$
Pénétration ²	55,1 %	55,8 %	(0,7) pt

¹ Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La hausse de 5 % des produits tirés des services du trimestre considéré est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 4 % des PMPC en raison de l'activité promotionnelle ordonnée et des changements apportés à la tarification des services d'accès Internet et des services de télévision traditionnels à la fin de 2020;
- une augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan^{MC};
- facteurs en partie contrebalancés par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Au cours des douze derniers mois, le nombre d'abonnés à Télé Élan a considérablement augmenté. Les étapes suivantes de ce plan d'action consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits pour aider les clients à rester connectés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré en raison de la hausse des coûts liés à l'accroissement des produits, annulée en partie par diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 8 % au cours du trimestre à l'étude en raison des variations des produits tirés des services et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	2021	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	Variation en %
Produits	440	412	7
Charges opérationnelles	499	497	-
BAlIA ajusté	(59)	(85)	(31)
Marge du BAlIA ajusté	(13,4) %	(20,6) %	7,2 pts
Dépenses d'investissement	18	12	50

Produits

Les produits ont progressé de 7 % au cours du trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des produits tirés des événements sportifs;
- l'augmentation des produits tirés de Today's Shopping Choice;
- ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des produits tirés de la publicité radiodiffusée par suite du ralentissement du marché occasionné par la COVID-19.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont restées stables pour le trimestre à l'étude sous l'effet des facteurs suivants :

- la hausse des coûts liés à la programmation;
- la hausse du coût des ventes de Today's Shopping Choice, qui cadre avec l'augmentation des produits mentionnée ci-dessus;
- facteurs annulés par la réduction des charges de production et des autres charges opérationnelles générales par suite des mesures de réduction des coûts.

BAlIA ajusté

La progression du BAlIA ajusté pour le trimestre considéré est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	2021	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	Variation en %
Sans-fil	225	281	(20)
Cable	212	251	(16)
Media	18	12	50
Siège social	29	49	(41)
Dépenses d'investissement ¹	484	593	(18)
Intensité du capital ²	13,9 %	17,4 %	(3,5) pts

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Nos dépenses d'investissement consolidées ont diminué de 18 % pour le trimestre considéré. La plus grande partie de cette baisse s'explique par la diminution de coûts découlant de l'instauration du processus d'installation par l'utilisateur dans notre secteur Cable, de l'exécution retardée de certains projets à cause de la COVID-19 et de l'organisation rationnelle de l'ensemble des activités, comme le démontrent nos ratios améliorés d'intensité du capital. Malgré ce recul global, nous continuons d'accorder la priorité aux dépenses d'investissement pour soutenir notre stratégie à long terme, notamment l'expansion de notre réseau 5G et notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Sans-fil

Les dépenses d'investissement de Sans-fil du trimestre considéré, tout en étant inférieures à celles de 2020, reflètent l'investissement permanent dans nos réseaux. Nous avons poursuivi les travaux de déploiement de la 5G sur la bande de 600 MHz et d'autres bandes pour étendre notre réseau 5G à 173 villes et municipalités et nous avons poursuivi le déploiement de notre réseau central autonome 5G à Montréal, à Ottawa, à Toronto et à Vancouver.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la réalisation du processus d'installation par l'utilisateur, de la rentabilisation d'autres investissements ainsi que de l'amélioration de l'intensité du capital alors que nous accordons la priorité à nos projets d'infrastructure de réseau, comme les déploiements additionnels de fibre optique visant à étendre nos réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Media

L'augmentation des dépenses d'investissement du secteur Media pour le trimestre à l'étude découle principalement de la hausse des dépenses d'investissement consacrées à l'infrastructure de diffusion ainsi qu'au stade des *Blues Jays de Toronto*^{MC} et aux installations connexes.

Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social pour le trimestre à l'étude découle de la baisse des investissements consentis dans nos installations immobilières.

Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué pour le trimestre considéré par suite de la baisse des dépenses d'investissement et de la hausse des produits expliquées ci-dessus.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 391	1 335	4
Déduire (ajouter) :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	639	–
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	21	114
Charges financières	218	220	(1)
Autres charges (produits)	1	(14)	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat	128	117	9
Bénéfice net	361	352	3

n. s. – non significatif

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	577	588	(2)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	58	48	21
Amortissement des immobilisations incorporelles	3	3	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	638	639	–

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, nous avons engagé 45 millions de dollars (21 millions de dollars en 2020) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2021 et en 2020, ces coûts se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	192	192	–
Intérêts sur les obligations locatives	18	17	6
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	4	3	33
(Profit) perte de change	(3)	132	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	5	(126)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(4)	(5)	(20)
Autres	6	7	(14)
Total des charges financières	218	220	(1)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Taux d'impôt prévu par la loi	26,5 %	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	489	469
Charge d'impôt sur le résultat calculée	130	125
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :		
Rémunération fondée sur des actions non imposable	(1)	(2)
Partie non déductible (non imposable) des pertes (bénéfices) au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	3	(1)
Autres éléments	(4)	(5)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	128	117
Taux d'impôt effectif	26,2 %	24,9 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	325	93

L'impôt sur le résultat en trésorerie, qui s'est établi à 325 millions de dollars (93 millions de dollars en 2019), a augmenté au cours du trimestre à l'étude, principalement en raison d'un dernier versement d'acomptes provisionnels pour 2020 par suite de notre passage à un modèle d'entreprise axé sur le financement d'appareils, ce qui nous a amenés à comptabiliser plus tôt les produits tirés du matériel aux fins du calcul de l'impôt.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	Variation en %
Bénéfice net	361	352	3
Bénéfice de base par action	0,71 \$	0,70 \$	1
Bénéfice dilué par action	0,70 \$	0,68 \$	3

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021	Trimestres clos les 31 mars	
		2020	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 391	1 335	4
Déduire :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	639	–
Charges financières	218	220	(1)
Autres charges (produits)	1	(14)	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat ²	140	123	14
Résultat net ajusté ¹	394	367	7
Résultat par action de base ajusté ¹	0,78 \$	0,73 \$	7
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,77 \$	0,71 \$	8

¹ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

² La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 12 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2021 (6 millions de dollars en 2020) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant la variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 407	1 384
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	(187)	(132)
Impôt sur le résultat payé	(325)	(93)
Intérêts payés	(216)	(200)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	679	959
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement	(484)	(593)
Entrées de droits de diffusion	(12)	(15)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	(116)	(129)
Autres	(6)	(19)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(618)	(756)
Activités de financement		
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net	22	(1 417)
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	(1 450)	2 885
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(2)	90
Coûts de transaction engagés	–	(16)
Remboursements du principal des obligations locatives	(62)	(50)
Dividendes payés	(252)	(253)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	(1 744)	1 239
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 683)	1 442
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	2 484	494
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	801	1 936

Activités opérationnelles

La diminution de 29 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré est due principalement à l'augmentation de l'impôt sur le résultat payé et de la valeur nette des actifs d'exploitation.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 484 millions de dollars, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre à l'étude, nous avons payé des sommes nettes de 1 430 millions de dollars (reçu des sommes nettes de 1 542 millions de dollars en 2020) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des créances et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020.

	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
(en millions de dollars)		
Programme de titrisation des créances	800	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains (après l'escompte à l'émission)	438	571
Total des emprunts à court terme	1 238	1 221

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

	Trimestre clos le 31 mars 2021			Trimestre clos le 31 mars 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	520	1,265	658	2 678	1,328	3 556
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(620)	1,268	(786)	(3 685)	1,350	(4 973)
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(128)			(1 417)
Produit reçu de la titrisation de créances			150			–
Produit reçu de la titrisation de créances, montant net			150			–
Produit reçu (remboursements) sur les emprunts à court terme, montant net			22			(1 417)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Au cours du trimestre à l'étude, en parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant pouvant aller jusqu'à 19 milliards de dollars. Le montant engagé demeure assujéti au respect de conditions relatives à l'efficacité et aux prélèvements, notamment la signature des documents de crédit conformément à l'engagement et la réalisation de la transaction. Des prélèvements peuvent être effectués sur le montant engagé uniquement pour financer le coût d'acquisition de la transaction et payer des frais et des charges y afférents. Tout prélèvement doit être remboursé dans les 364 jours. Si aucun prélèvement n'est fait, la facilité prend fin à la date de clôture de l'acquisition. Au 31 mars 2021, nous n'avions prélevé aucun montant sur la facilité.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2021			Trimestre clos le 31 mars 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	-	-	-	970	1,428	1 385
Prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			-			1 385
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			-			1 500
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			(1 450)			-
(Remboursements sur les) émissions de billets de premier rang, montant net			(1 450)			1 500
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			(1 450)			2 885

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	18 201	15 967
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	(1 450)	2 885
(Profit) perte de change	(142)	986
Coûts de transaction différés engagés	-	(16)
Amortissement des coûts de transaction différés	4	3
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	16 613	19 825

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette connexes

Nous n'avons pas émis de billets de premier rang ni de dérivés liés à la dette connexes au cours du trimestre à l'étude.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang à 3,65 % arrivant à échéance en 2027; aucun dérivé lié à la dette n'était associé à cette émission.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Au cours du trimestre considéré, nous avons remboursé à l'échéance la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,45 milliard de dollars assortis d'un taux de 5,34 %. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours du trimestre clos le 31 mars 2020.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2021 et en 2020 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 20 avril 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 2 juillet 2021 aux actionnaires inscrits le 10 juin 2021.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
27 janvier 2021	10 mars 2021	1 ^{er} avril 2021	0,50	252
21 janvier 2020	10 mars 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50	252
21 avril 2020	10 juin 2020	2 juillet 2020	0,50	253
21 juillet 2020	9 septembre 2020	1 ^{er} octobre 2020	0,50	253
21 octobre 2020	10 décembre 2020	4 janvier 2021	0,50	252

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 391	1 335	4
Déduire :			
Dépenses d'investissement ²	484	593	(18)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	188	187	1
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	325	93	n. s.
Flux de trésorerie disponibles ¹	394	462	(15)

¹ Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

² Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le trimestre considéré essentiellement à cause de l'augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie, en partie annulée par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	801	2 484	(1 683)	(68)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	2 941	2 856	85	3	Reflète principalement l'accroissement des créances liées au financement et le caractère saisonnier des activités.
Stocks	465	479	(14)	(3)	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	363	533	(170)	(32)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	691	516	175	34	Reflète principalement une augmentation des charges payées d'avance liées aux frais annuels des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil et aux droits de programmation des événements sportifs.
Partie courante des instruments dérivés	108	61	47	77	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de nos dérivés liés aux taux d'intérêt par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Total des actifs courants	5 369	6 929	(1 560)	(23)	
Immobilisations corporelles	13 978	14 018	(40)	–	n. s.
Immobilisations incorporelles	8 931	8 926	5	–	n. s.
Placements	2 827	2 536	291	11	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 315	1 378	(63)	(5)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.
Créances liées au financement	744	748	(4)	(1)	n. s.
Autres actifs à long terme	297	346	(49)	(14)	Rend compte du reclassement dans les éléments courants de certaines créances à long terme.
Goodwill	3 991	3 973	18	–	n. s.
Total des actifs	37 452	38 854	(1 402)	(4)	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	1 238	1 221	17	1	n. s.
Créditeurs et charges à payer	2 461	2 714	(253)	(9)	Reflète principalement le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	281	344	(63)	(18)	Rend compte d'une baisse de l'impôt à payer découlant du dernier versement d'acomptes provisionnels de 2020, en partie annulée par la charge d'impôt exigible.
Autres passifs courants	306	243	63	26	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Passifs sur contrat	354	336	18	5	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	943	1 450	(507)	(35)	Tient compte du remboursement de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2021, en partie annulé par le reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022.
Partie courante des obligations locatives	293	278	15	5	n. s.
Total des passifs courants	5 876	6 586	(710)	(11)	
Provisions	43	42	1	2	n. s.
Dette à long terme	15 670	16 751	(1 081)	(6)	Tient compte principalement du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.
Obligations locatives	1 593	1 557	36	2	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location.
Autres passifs à long terme	1 078	1 149	(71)	(6)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.
Passifs d'impôt différé	3 121	3 196	(75)	(2)	Rend principalement compte de la diminution des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs.
Total des passifs	27 381	29 281	(1 900)	(6)	
Capitaux propres	10 071	9 573	498	5	Rend compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	37 452	38 854	(1 402)	(4)	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de ses équivalents, de nos facilités de crédit bancaire, de nos facilités de lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020.

Au 31 mars 2021 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	10	440	2 750
Lettres de crédit en cours	85	–	85	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 285	–	95	440	2 750
Titrisation de créances	1 200	800	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	801	–	–	–	801
Total	5 286	800	95	440	3 951

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	573	2 619
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	573	2 619
Titrisation de créances	1 200	650	–	–	550
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 484	–	–	–	2 484
Total	6 985	650	109	573	5 653

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 840 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 mars 2021 (1 535 millions de dollars au 31 décembre 2020).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,02 % au 31 mars 2021 (4,09 % au 31 décembre 2020) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 13,7 années (12,8 années au 31 décembre 2020).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 31 mars 2021.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Dette de premier rang non garantie	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Papier commercial libellé en dollars américains	A-2, sous surveillance avec implication négative	P-2, sous révision	s. o. ¹

¹ Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

En raison de l'entente visant l'acquisition de Shaw et des engagements liés à la transaction, Standard & Poor's (« S&P ») et Fitch ont placé nos notations de crédit sous surveillance avec implication négative. Moody's a mis nos notations sous révision avec possibilité de baisse. Nous nous attendons à ce que S&P, Moody's et Fitch terminent leur révision à la clôture de la transaction. Pour en savoir plus sur notre entente avec Shaw, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Transaction visant Shaw » et « Mise à jour sur les risques et les incertitudes - Transaction visant Shaw ».

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
Dette à long terme ¹	16 781	18 373
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 093)	(1 101)
Emprunts à court terme	1 238	1 221
Obligations locatives	1 886	1 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(801)	(2 484)
Dette nette ajustée ³	18 011	17 844
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ³	5 913	5 857
Ratio d'endettement ³	3,0	3,0

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Actions ordinaires en circulation

	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 770 507	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	5 624 244	4 726 634
Options en circulation exerçables	2 216 385	1 470 383

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2020. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 mars 2021, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 92,9 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (93,6 % au 31 décembre 2020).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt ainsi qu'à des contrats de change à terme (collectivement, les « dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change et des taux d'intérêt relativement à nos débetures et billets de premier rang, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débetures et billets de premier rang et à nos obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques qui ont été émis ou dont l'émission est prévue. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellés en dollars américains

Le tableau suivant présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellés en dollars américains au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2021			Trimestre clos le 31 mars 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	970	1,428	1 385
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	520	1,265	658	2 678	1,328	3 556
Dérivés liés à la dette réglés	620	1,268	786	3 678	1,325	4 873
Montant net en trésorerie (payé) reçu			(2)			90

Au 31 mars 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de néant et de 349 millions de dollars américains, respectivement (néant et 448 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2020).

Billets de premier rang

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Obligations locatives

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2021			Trimestre clos le 31 mars 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	26	1,269	33	41	1,440	59
Dérivés liés à la dette réglés	16	1,250	20	6	1,318	8

Au 31 mars 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 152 millions de dollars américains (142 millions de dollars américains au 31 décembre 2020) et venaient à échéance d'avril 2021 à mars 2024 (de janvier 2021 à décembre 2023 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,335 \$ CA/1 \$ US (1,352 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Dérivés liés aux taux d'intérêt

Nous avons parfois recours à des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations ou à des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt (collectivement, les « dérivés liés aux taux d'intérêt ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt actuels et futurs. Les dérivés liés aux taux d'intérêt sont désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, nous avons conclu des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt de 2 milliards de dollars américains que nous prévoyons d'émettre.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux taux d'intérêt.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Le tableau ci-dessous présente les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2021			Trimestre clos le 31 mars 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	120	1,250	150	342	1,339	458
Dérivés liés aux dépenses réglés	225	1,360	306	225	1,298	292

Au 31 mars 2021, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 485 millions de dollars américains (1 590 millions de dollars américains au 31 décembre 2020), venaient à échéance d'avril 2021 à décembre 2022 (de janvier 2021 à décembre 2022 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,332 \$ CA/1 \$ US (1,342 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 mars 2021, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,0 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,6 millions au 31 décembre 2020) assorties d'un cours moyen pondéré de 53,10 \$ (51,82 \$ au 31 décembre 2020).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, nous avons conclu 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres (0,3 million en 2020), à un prix moyen pondéré de 60,98 \$ (56,08 \$ en 2020).

Par ailleurs, nous avons également signé des accords de prorogation pour le reste de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2022 plutôt qu'en avril 2021.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 mars 2021			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 826	1,1363	6 620	1 338
En passifs	3 375	1,3347	4 505	(305)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	349	1,2998	454	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 018
Dérivés liés aux taux d'intérêt comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	2 000	–	–	58
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux taux d'intérêt représentant un actif				58
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	120	1,2508	150	1
En passifs	1 365	1,3394	1 828	(110)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				(109)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	194	26
En passifs	–	–	71	(1)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux capitaux propres représentant un actif				25
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				992

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2020			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 550	1,0795	4 912	1 405
En passifs	4 642	1,3358	6 201	(307)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	449	1,2995	583	(12)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 086
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	1 590	1,3421	2 134	(109)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	238	34
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 011

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de 2020.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2020, depuis le 31 décembre 2020.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 4 mars 2021 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2020. La modification importante concernant la réglementation survenue depuis cette date est décrite ci-après.

Examen par le CRTC des services sans fil mobiles

Le 15 avril 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a publié la politique réglementaire de télécom 2021-130, *Examen des services sans fil mobiles*. Le CRTC ordonne que les exploitants de réseaux mobiles virtuels (les « ERMV ») aient accès au marché de gros, que les transferts des services d'itinérance de gros se fassent sans interruption et que de nouveaux forfaits à faible coût et à usage occasionnel soient établis. Toutefois, l'accès au marché de gros sera accordé aux ERMV sous réserve de certaines conditions décrites ci-après.

Le CRTC a décidé que les exploitants nationaux de réseau mobile et SaskTel en Saskatchewan seront tenus d'accorder aux ERMV l'accès au marché de gros, mais seuls les exploitants régionaux de réseau mobile admissibles qui sont titulaires d'une licence d'utilisation du spectre mobile pourront y avoir accès et uniquement pour les zones couvertes par leurs licences. Les modalités associées à l'accès au marché de gros accordé aux ERMV doivent être approuvées par le CRTC et l'établissement des tarifs doit se faire par l'entremise de négociations commerciales, l'arbitrage de l'offre finale, avec le CRTC agissant en qualité d'arbitre, étant le filet de sécurité. L'obligation d'accorder l'accès au marché de gros aux ERMV demeurera en vigueur pour une période de sept ans qui commencera à la date à laquelle

le CRTC aura établi les modalités. On estime que cette limite de temps devrait être suffisante pour permettre aux exploitants régionaux de réseau mobile d'étendre leurs réseaux tout en continuant d'inciter à l'investissement.

Les exploitants nationaux de réseau mobile doivent également veiller au transfert sans interruption des services d'itinérance qu'ils sont tenus d'accorder aux exploitants régionaux de réseau mobile. Les transferts sans interruption permettront qu'un appel en cours soit ininterrompu dans le cas où un client quitte la zone couverte par son réseau d'origine pour se rendre dans la zone couverte par son fournisseur de services d'itinérance. Par ailleurs, le CRTC exige que les exploitants nationaux de réseau mobile offrent la fonction d'itinérance sur leur réseau 5G et ceux-ci doivent déposer aux fins d'approbation du CRTC une proposition des modalités actualisées dans un délai de 90 jours.

Enfin, le CRTC a ordonné l'établissement de forfaits à faible coût et à usage occasionnel. Le CRTC s'attend à ce que les exploitants nationaux de réseau mobile et SaskTel offrent et fassent la promotion de forfaits à faible coût et à usage occasionnel, relativement à leurs grandes marques. Ces forfaits devront être offerts d'ici le 14 juillet 2021.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 4 mars 2021, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

Pandémie de COVID-19

Au cours du trimestre considéré, nous avons maintenu nos programmes pour aider nos employés à gérer la crise sanitaire reliée à la COVID-19 et offrir du soutien et des services à nos clients et à nos auditoires. Au début de 2021, les restrictions imposées par les autorités de santé publique à la fin de 2020 ont été partiellement levées au pays. En mars, plusieurs provinces canadiennes ont déclaré qu'une troisième vague de COVID-19 frappait leur territoire et ont modifié les restrictions en conséquence. La vaccination s'est accélérée dans tout le pays grâce à la plus grande disponibilité des vaccins.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour en contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise a eu et pourrait continuer d'avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire qui pourrait se produire à l'avenir est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC établit des tarifs définitifs nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant imposés et détermine en outre que ces tarifs s'appliqueront de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC ne sont pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, parce que nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes (les « entreprises de câblodistribution »), a déposé une demande d'autorisation d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »),

aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une demande pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Les entreprises de câblodistribution ont aussi interjeté appel devant le Cabinet fédéral et présenté au CRTC une demande de révision et de modification. Le 27 septembre 2019, la Cour a suspendu l'ordonnance de manière provisoire jusqu'à ce qu'elle rende sa décision relative à la demande des entreprises de câblodistribution pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC d'ici à ce que la Cour autorise ou non l'appel des entreprises de câblodistribution. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'appel a été entendu en juin 2020. Le 10 septembre 2020, la Cour a rejeté l'appel des entreprises de câblodistribution et annulé le sursis interlocutoire précédemment accordé. Le 28 septembre 2020, le CRTC a suspendu son ordonnance 2019-288 en attendant l'issue de l'examen du caractère approprié des tarifs établis dans l'ordonnance. Le 12 novembre 2020, les entreprises de câblodistribution ont déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de la Cour auprès de la Cour suprême du Canada. Le 25 février 2021, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'appel sans donner d'explications.

En raison de la suspension de l'ordonnance du CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions en définitive devoir rembourser aux revendeurs, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. L'ordonnance du CRTC dans sa forme actuelle aurait donné lieu au remboursement de montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 225 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive du 31 mars 2016 au 31 mars 2021. Nous estimons que l'incidence à long terme se situerait entre 10 et 15 millions de dollars par trimestre.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si les circonstances changent et que l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable et qu'elle est estimable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Transaction visant Shaw

La transaction visant Shaw présente un certain nombre de risques additionnels qui ne sont pas présentés ailleurs dans notre rapport de gestion annuel de 2020, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Rogers et de Shaw. Ceux-ci sont décrits ci-dessous.

Approbation par les actionnaires

La transaction sera réalisée au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Alberta). La transaction doit être approuvée par les actionnaires de Shaw lors d'une assemblée extraordinaire qui se tiendra le 20 mai 2021. Plus précisément, aux termes de la transaction, la résolution des actionnaires de Shaw visant la transaction doit être approuvée par :

- a) au moins les deux tiers des voix exprimées par les porteurs d'actions participatives de catégorie A de Shaw, votant séparément en tant que catégorie, présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée extraordinaire de Shaw;
- b) au moins les deux tiers des voix exprimées par les porteurs d'actions participatives sans droit de vote de catégorie B de Shaw, votant séparément en tant que catégorie, présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée extraordinaire de Shaw;
- c) une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions participatives de catégorie A de Shaw, votant séparément en tant que catégorie, présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée

extraordinaire de Shaw, excluant, à cette fin, les votes rattachés aux actions participatives de catégorie A de Shaw détenues par les personnes décrites aux alinéas a) à d) de l'article 8.1(2) du *Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières* (le « *Règlement 61-101* »);

- d) une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions participatives sans droit de vote de catégorie B de Shaw, votant séparément en tant que catégorie, présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée extraordinaire de Shaw, excluant les votes rattachés aux actions participatives sans droit de vote de catégorie B de Shaw détenues par les personnes décrites aux alinéas a) à d) du paragraphe 8.1(2) du *Règlement 61-101*.

Les actionnaires de la famille Shaw ont irrévocablement convenu d'exercer tous les droits de vote rattachés à leurs actions participatives de catégorie A (soit environ 79 % des actions participatives de catégorie A en circulation) et actions participatives de catégorie B sans droit de vote (soit environ 8 % des actions participatives de catégorie B sans droit de vote en circulation) en faveur de la transaction. Ces votes sont suffisants pour l'obtention de l'approbation décrite en a) ci-dessus. Rien ne garantit que les autres approbations requises de la part des actionnaires seront obtenues. Des copies de la convention d'arrangement et des conventions de soutien de vote sont également disponibles sur SEDAR sous les profils de Rogers et de Shaw à www.sedar.com.

Approbations des principales autorités de réglementation et autres conditions

Pour conclure la transaction, Rogers et Shaw doivent déposer certains documents auprès d'organismes gouvernementaux et d'autorités de réglementation, et obtenir leur consentement et leur approbation. En particulier, Rogers et Shaw n'ont pas encore obtenu les approbations des principales autorités de réglementation, y compris le Bureau de la concurrence, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») et le CRTC, lesquelles sont toutes nécessaires à la conclusion de la transaction. En outre, des organismes gouvernementaux ou des autorités de réglementation pourraient refuser d'approuver la transaction, ou chercher à bloquer ou à remettre en cause la transaction ou le transfert, ou transfert présumé, d'actifs spécifiques, notamment les licences de spectre, ou imposer des conditions substantielles à la transaction ou à un tel transfert. Si l'une ou l'autre des approbations des principales autorités de réglementation n'est pas obtenue ou si une loi ou ordonnance applicable en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction, celle-ci ne sera pas réalisée.

En outre, un retard important dans l'obtention des approbations des principales autorités de réglementation pourrait empêcher la conclusion de la transaction. En particulier, si la transaction n'est pas conclue d'ici au 15 mars 2022 (sous réserve d'une prorogation d'au plus 90 jours dans certaines circonstances), Rogers ou Shaw pourrait résilier la convention d'arrangement, auquel cas la transaction n'aurait pas lieu.

Dans certaines circonstances, si les approbations des principales autorités de réglementation ne sont pas obtenues ou si une loi en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction et si le défaut d'obtenir les approbations des principales autorités de réglementation n'est pas causé par le non-respect par Shaw, à tous égards importants, de ses engagements ou conventions pris aux termes de la convention d'arrangement, nous serions tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars (voir la rubrique « Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation » ci-dessous).

La réalisation de la transaction est assujettie à un certain nombre d'autres conditions préalables, dont certaines sont indépendantes de la volonté de Rogers et de Shaw, notamment l'octroi des ordonnances provisoire et définitive par le tribunal de l'Alberta, l'absence d'incidence défavorable importante ou d'incidence défavorable pour l'acheteur (selon la définition qu'en donne la convention d'arrangement) et la satisfaction de certaines autres conditions de clôture habituelles. Ni Rogers ni Shaw ne peuvent garantir que toutes les conditions préalables à la transaction seront remplies ou levées, ni à quel moment elles le seront.

De plus, le déclenchement éventuel d'une élection fédérale avant la clôture de la transaction pourrait avoir des répercussions imprévisibles sur le déroulement et le résultat de l'examen de la transaction par les autorités de réglementation.

Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation

Rogers ou Shaw peuvent résilier la convention dans certaines circonstances, auquel cas la transaction n'aura pas lieu. Par conséquent, rien ne garantit que la convention d'arrangement ne sera pas résiliée par nous ou par Shaw avant la clôture de la transaction.

Nous devons payer certains coûts liés à la transaction, qui peuvent être considérables, comme des honoraires de services juridiques, comptables, fiscaux et financiers, même si la transaction n'est pas réalisée. De plus, si la transaction n'est pas réalisée pour certaines raisons, nous pourrions être tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats opérationnels, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et nos activités courantes.

Si la transaction n'est pas menée à terme ou qu'elle est retardée, le cours de nos actions, nos activités et nos résultats financiers futurs pourraient subir des répercussions défavorables. La non-réalisation de la transaction ou tout retard dans sa conclusion pourraient également avoir une incidence négative sur nos relations avec les employés (et détourner leur attention de nos activités), les fournisseurs, les distributeurs, les détaillants, les concessionnaires ou les clients, notamment faire en sorte que ces groupes cessent de faire affaire avec nous ou réduisent leurs activités avec nous.

Conséquences sur le financement et répercussions potentielles sur les notations de crédit

La convention d'arrangement ne contient aucune condition de financement. Bien que nous ayons obtenu une lettre d'engagement exécutoire visant une facilité de crédit consentie d'un montant maximal de 19 milliards de dollars pour financer la transaction, l'obligation de financement des prêteurs aux termes de cette facilité de crédit est assujettie à certaines conditions, y compris, sans s'y limiter, la préparation de la convention de crédit visant cet engagement. Si la transaction ne pouvait être réalisée à cause de notre incapacité à obtenir le financement requis, soit parce que les conditions de la facilité de crédit consentie ne sont pas satisfaites, soit parce que d'autres événements nous empêchent de conclure le financement par emprunt, nous pourrions ne pas être en mesure de financer la contrepartie requise pour réaliser la transaction, auquel cas nous serions tenus de payer l'indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars.

En plus de la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw, nous prévoyons d'émettre jusqu'à 19 milliards de dollars de nouveaux titres d'emprunt pour financer la transaction. Nous nous attendons donc à ce que la société issue du regroupement ait une dette consolidée de plus de 40 milliards de dollars à la clôture de la transaction. L'augmentation de notre endettement pourrait réduire la marge de manœuvre dont nous disposons pour nous adapter à l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, accroître notre charge d'intérêts et, potentiellement, rendre plus difficile l'obtention de financement additionnel ou le refinancement. L'augmentation de nos obligations au titre du service de la dette pourrait influencer défavorablement sur nos résultats, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et pourrait réduire les fonds disponibles à d'autres fins.

En outre, l'augmentation importante de l'encours de la dette pourrait se répercuter défavorablement sur nos notations de crédit et entraîner notamment leur révision sous les notations de premier ordre. Une révision à la baisse de nos notations de crédit pourrait entraver notre capacité à émettre des titres d'emprunt, faire monter nos coûts d'emprunt ou influencer autrement sur le cours de nos actions. Si les billets de premier rang de Shaw perdaient leur notation de premier rang et que cette révision à la baisse constituait un « événement déclencheur de changement de contrôle » (selon la définition qu'en donne l'acte visant les billets de premier rang de Shaw), Shaw serait tenue de mettre en vente ses billets de premier rang pour 101 % de leur principal majoré des intérêts courus après la clôture de la transaction, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière de la société issue du regroupement.

Intégration et synergies attendues

La réalisation des avantages devant découler de la transaction dépend de notre capacité à regrouper et à intégrer les entreprises, les activités et le personnel de Shaw de manière à favoriser les occasions de croissance, à réaliser les économies de coûts prévues et à dégager une croissance des revenus sans nuire aux activités courantes de la société issue du regroupement. Même si nous parvenons à intégrer les activités de Shaw, il se peut que les avantages attendus de la transaction ne se concrétisent pas pleinement ou prennent plus de temps que prévu à se réaliser.

En plus des activités courantes de Rogers, la direction devra se concentrer sur la transaction et toutes les activités connexes, y compris l'intégration. Si la réalisation de la transaction est retardée, nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière pourraient en pâtir.

Actions de Shaw avant la clôture

La convention d'arrangement interdit à Shaw de prendre certaines mesures qui sortent du cours normal des activités pendant que la transaction est en attente, notamment certaines acquisitions ou cessions d'entreprises et d'actifs, la conclusion ou la modification de certains contrats, le rachat ou l'émission de titres, des dépenses d'investissement importantes et la souscription d'emprunts, sous réserve de certaines exceptions. En raison de ces restrictions, Shaw pourrait ne pas disposer de la souplesse nécessaire pour réagir de façon appropriée à certains événements, ce qui pourrait nous amener à réaliser des synergies moins importantes que prévu après la clôture de la transaction.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2021

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2021. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications de l'IFRS 9, de l'IAS 39 et de l'IFRS 7)*, qui aborde les questions qui pourraient influencer sur la présentation de l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des instruments financiers ou en concluons de nouveaux.
- Modifications de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui permettent à un preneur d'être dispensé d'apprécier si un allègement de loyer accordé en raison de la COVID-19 constitue ou non une modification de contrat de location.

Récents prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié la nouvelle norme et les modifications de normes suivantes, qui entreront en vigueur au cours d'exercices à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers – Informations à fournir sur les méthodes comptables*, qui exigent que les entités fournissent des informations significatives sur les méthodes comptables plutôt que des informations importantes.
- Modifications de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition des termes « méthode comptable » et « estimation comptable ».
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants*, qui visent à préciser les critères de classement des passifs en tant que passifs non courants.

- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles – Produit antérieur à l'utilisation prévue*, lesquelles ne permettent pas de déduire du coût d'une immobilisation corporelle le produit de la vente d'éléments qui ont été produits avant que l'actif ne soit prêt à être utilisé.
- Modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises – Modification d'une référence au Cadre conceptuel*, qui visent à substituer la référence au Cadre conceptuel à d'autres références.
- IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels – Contrats déficitaires*, qui vise à préciser les charges dont une entité devrait tenir compte au moment d'établir le coût d'exécution d'un contrat déficitaire éventuel.

Nous ne prévoyons pas que l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, aura une incidence sur nos états financiers consolidés. Nous évaluons à l'heure actuelle les répercussions, le cas échéant, que les modifications de normes existantes auront sur nos états financiers consolidés, mais nous ne nous attendons pas actuellement à ce qu'elles soient significatives.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec Transcontinental inc., société qui nous fournit des services d'impression. Isabelle Marcoux, C.M., est présidente du conseil d'administration de Transcontinental inc. et administratrice de RCI.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis et ne portent pas intérêt, et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Services d'impression	2	1

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020. Outre les fluctuations saisonnières habituelles de nos activités, la COVID-19 a eu une incidence considérable sur nos résultats opérationnels du trimestre à l'étude, particulièrement pour nos secteurs Sans-fil et Media. Les produits tirés des services d'itinérance ont diminué à cause d'une baisse des déplacements effectués par les clients en raison des restrictions de voyage imposées partout dans le monde. La saison de la LNH présentée dans un horaire condensé au cours du trimestre par rapport au report des matchs de l'exercice précédent a entraîné une augmentation des produits pour le trimestre à l'étude.

Incertitude relative aux estimations

Nos hypothèses, attentes et estimations sont plus incertaines que d'habitude en raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la COVID-19, des effets imprévisibles et changeants de celle-ci et des réponses du gouvernement pour y faire face. Nous sommes d'avis que cet accroissement de l'incertitude se manifeste surtout sur les estimations des pertes de crédit attendues et de la provision pour créances douteuses.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2020 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits (ou produits tirés des services en ce qui concerne le secteur Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette se rapportant aux titres d'emprunt émis, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dettes nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dettes à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Bénéfice net	361	352
Ajouter :		
Charge d'impôt sur le résultat	128	117
Charges financières	218	220
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	639
BAIIA	1 345	1 328
Ajouter (déduire) :		
Autres charges (produits)	1	(14)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	21
BAIIA ajusté	1 391	1 335

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
BAIIA ajusté	1 391	1 335
Diviser par : total des produits	3 488	3 416
Marge du BAIIA ajusté	39,9 %	39,1 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Bénéfice net	361	352
Ajouter (déduire) :		
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	21
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(12)	(6)
Résultat net ajusté	394	367

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	394	367
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	505	505
Résultat par action de base ajusté	0,78 \$	0,73 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté dilué	389	357
Diviser par :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	506	506
Résultat par action dilué ajusté	0,77 \$	0,71 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	679	959
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement	(484)	(593)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(188)	(187)
Intérêts payés	216	200
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	21
Amortissement des droits de diffusion	(20)	(22)
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	187	132
Autres ajustements	(41)	(48)
Flux de trésorerie disponibles	394	462

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2021	2020
Partie courante de la dette à long terme	943	1 450
Dette à long terme	15 670	16 751
Coûts de transaction et escomptes différés	168	172
	16 781	18 373
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 077)	(1 086)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(16)	(15)
Emprunts à court terme	1 238	1 221
Partie courante des obligations locatives	293	278
Obligations locatives	1 593	1 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(801)	(2 484)
Dette nette ajustée	18 011	17 844
	Au 31 mars	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2021	2020
Dette nette ajustée	18 011	17 844
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 913	5 857
Ratio d'endettement	3,0	3,0

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021	2020				2019		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits								
Sans-fil	2 074	2 291	2 228	1 934	2 077	2 493	2 324	2 244
Cable	1 020	1 019	988	966	973	987	994	997
Media	440	409	489	296	412	530	483	591
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(46)	(39)	(40)	(41)	(46)	(58)	(47)	(52)
Total des produits	3 488	3 680	3 665	3 155	3 416	3 952	3 754	3 780
Total des produits tirés des services ¹	3 021	3 023	3 086	2 797	3 049	3 244	3 233	3 345
BAlIA ajusté ²								
Sans-fil	1 013	1 034	1 089	918	1 026	1 064	1 138	1 128
Cable	487	520	508	454	453	497	499	478
Media	(59)	82	89	(35)	(85)	22	130	72
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(50)	(46)	(48)	(43)	(59)	(53)	(55)	(43)
BAlIA ajusté	1 391	1 590	1 638	1 294	1 335	1 530	1 712	1 635
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	666	663	650	639	638	627	614
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	73	49	42	21	38	42	39
Charges financières	218	228	219	214	220	230	215	206
Autres charges (produits)	1	2	6	7	(14)	(12)	16	(1)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	489	621	701	381	469	636	812	777
Charge d'impôt sur le résultat	128	172	189	102	117	168	219	186
Bénéfice net	361	449	512	279	352	468	593	591
Bénéfice par action								
De base	0,71 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,55 \$	0,70 \$	0,92 \$	1,16 \$	1,15 \$
Dilué	0,70 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,92 \$	1,14 \$	1,15 \$
Bénéfice net	361	449	512	279	352	468	593	591
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	45	73	49	42	21	38	42	39
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	-	-	19	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(12)	(19)	(13)	(11)	(6)	(14)	(13)	(10)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	(3)	-	-	-	-	-	(23)
Résultat net ajusté ²	394	500	548	310	367	511	622	597
Résultat par action ajusté ²								
De base	0,78 \$	0,99 \$	1,09 \$	0,61 \$	0,73 \$	1,00 \$	1,22 \$	1,17 \$
Dilué	0,77 \$	0,99 \$	1,08 \$	0,60 \$	0,71 \$	1,00 \$	1,19 \$	1,16 \$
Dépenses d'investissement	484	656	504	559	593	791	657	742
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	679	947	986	1 429	959	1 166	1 305	1 057
Flux de trésorerie disponibles ²	394	568	868	468	462	497	767	609

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité)		RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantées ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
(en millions de dollars)		2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		–	–	3 075	3 033	464	434	(51)	(51)	3 488	3 416
Bénéfice net (perte nette)		361	352	356	347	2	75	(358)	(422)	361	352
À la clôture de la période (non audité)											
(en millions de dollars)		RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantées ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
		31 mars 2021	31 déc. 2020	31 mars 2021	31 déc. 2020	31 mars 2021	31 déc. 2020	31 mars 2021	31 déc. 2020	31 mars 2021	31 déc. 2020
Données tirées de l'état de la situation financière											
Actifs courants		26 907	27 186	27 459	26 326	9 939	9 929	(58 936)	(56 512)	5 369	6 929
Actifs non courants		31 767	31 184	24 742	24 835	3 657	3 650	(28 083)	(27 744)	32 083	31 925
Passifs courants		28 180	27 264	28 966	28 167	9 292	9 294	(60 562)	(58 139)	5 876	6 586
Passifs non courants		17 634	18 740	4 965	5 080	166	152	(1 260)	(1 278)	21 505	22 694

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, et que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- le ratio d'endettement de la Société;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- le calendrier et la réalisation prévus de la transaction, qui sont assujettis aux conditions de clôture, aux droits de résiliation et à d'autres risques et incertitudes, y compris, sans s'y limiter, les approbations des tribunaux, des actionnaires et des autorités de réglementation;
- les avantages attendus de la transaction, qui sont assujettis à l'intégration et au regroupement réussis et opportuns des entreprises, des activités et du personnel de Shaw;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les risques liés à la transaction, y compris le calendrier, l'obtention et les conditions des approbations des principales autorités de réglementation; la satisfaction des diverses conditions de clôture de la transaction; le financement de la transaction; les avantages prévus et la réussite de l'intégration des entreprises et des activités de Rogers et de Shaw;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre une décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financière, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur les sites Web sedar.com, sec.gov, le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###